

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 1221

[Mac — 3314]

7 AVRIL 1995. — Loi modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tout, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'article 3, § 2, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, modifié par la loi du 11 juillet 1994, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Pour l'application de la présente loi, l'origine de capitaux ou de biens est illicite lorsque ceux-ci proviennent de la réalisation :

- 1° d'une infraction liée :
  - au terrorisme;
  - à la criminalité organisée;
  - au trafic illicite de stupéfiants;
  - au trafic illicite d'armes, de biens et de marchandises;
  - au trafic de main-d'œuvre clandestine;
  - au trafic d'êtres humains;
  - à l'exploitation de la prostitution;
  - à l'utilisation illégale chez les animaux de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrénergique ou à effet stimulateur de production ou au commerce illégal de telles substances;
  - au trafic illicite d'organes ou de tissus humains;
  - à la fraude au préjudice des intérêts financiers de l'Union européenne;
  - à la fraude fiscale grave et organisée qui met en œuvre des mécanismes complexes ou qui use de procédés à dimension internationale;
- à la corruption de fonctionnaires publics;
- 2° d'un délit boursier ou d'un appel public irrégulier à l'épargne;

3° d'une escroquerie financière, d'une prise d'otages, d'un vol ou d'une extorsion à l'aide de violences ou de menaces ou d'une banqueroute frauduleuse."

**Art. 2.** A l'article 11 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Sans préjudice des compétences des autorités judiciaires, cette autorité est chargée de recevoir et d'analyser les informations transmises par les organismes et les personnes visés à l'article 2, en vertu des articles 12 à 15, par les autorités de contrôle ou de tutelle de ces organismes et personnes en vertu de l'article 21 et par les organismes étrangers remplissant des fonctions similaires aux siennes, dans le cadre d'une collaboration mutuelle. Elle prend toutes les mesures nécessaires, conformément aux articles 12 à 16."

(1) *Session ordinaire 1994-1995.*

Sénat.

*Documents parlementaires.* — N° 1323 : n° 1 : Exposé des motifs. Projet de la loi. Avis du Conseil d'Etat; n° 2 : Rapport fait en nom de la Commission des Finances; n° 3 : Amendements.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 28 mars 1995.

*Session ordinaire 1994-1995.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — N° 1773 : n° 1 : Projet transmis par le Sénat; n° 2 : Amendement; n° 3 : Rapport fait au nom de la Commission des Finances.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 3 avril 1995.

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 1221

[Mac — 3314]

7 APRIL 1995. — Wet tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 3, § 2, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, gewijzigd bij de wet van 11 juli 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. Voor de toepassing van deze wet is de herkomst van geld of activa illegaal wanneer deze voortkomen uit :

- 1° een misdrijf dat in verband staat met :
  - terrorisme;
  - georganiseerde misdaad;
  - illegale drughandel;
  - illegale handel in wapens, goederen en koopwaren;
  - handel in clandestiene werkkrachten;
  - mensenhandel;
  - exploitatie van de prostitutie;
  - illegaal gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, anti-hormonale, beta-adrenergische of productie-stimulerende werking of illegale handel in dergelijke stoffen;
  - illegale handel in menselijke organen of weefsels;
  - fraude ten nadele van de financiële belangen van de Europese Unie;
  - ernstige en georganiseerde fiscale fraude waarbij bijzonder ingewikkelde mechanismen of procédés van internationale omvang worden aangewend;
  - onkoping van openbare ambtenaren;
- 2° een beursmisdrijf of een onwettig openbaar aantrekken van spaargelden;
- 3° een financiële oplichting, een gijzeling, een diefstal of afpersing met geweld of bedreiging, of een bedrieglijke bankbreuk."

**Art. 2.** In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke autoriteiten, wordt deze autoriteit belast met de ontvangst en de ontleding van informatie die is meegedeeld door de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen krachtens de artikelen 12 tot 15, door de controle- en toezichthoudende overheden krachtens artikel 21 en door de buitenlandse instellingen met gelijkaardige opdrachten als de hare in het kader van wederzijdse samenwerking. Ze neemt alle noodzakelijke maatregelen overeenkomstig de artikelen 12 tot 16."

(1) *Gewone zitting 1994-1995.*

Senaat.

*Parlementaire bescheiden.* — Nr. 1323 : nr. 1 : Memorie van Toelichting Wetsontwerp. Advies Raad van State; nr. 2 : Verslag namens de Commissie van Financiën; nr. 3 : Amendementen.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Zitting van 28 maart 1995.

*Gewone zitting 1994-1995.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Nr. 1773 : nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat; nr. 2 : Amendement; nr. 3 : Verslag namens de Commissie van Financiën.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Zitting van 3 april 1995.

2° au § 3, alinéa 2, les mots "des fonctions" sont remplacés par les mots "une fonction d'administrateur, de directeur, de gérant ou de préposé".

**Art. 3.** L'article 15, § 1er, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Lorsque la cellule de traitement des informations financières reçoit une information visée à l'article 11, § 2, elle peut se faire communiquer de la part de tous les organismes et les personnes visés à l'article 2 ainsi que des services de police et des services administratifs de l'Etat, tous les renseignements complémentaires qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa mission, dans le délai qu'elle détermine."

**Art. 4.** A l'article 16, de la même loi les mots "qui lui sont transmises en vertu des articles 12 à 15" sont remplacés par les mots "visées à l'article 11, § 2".

**Art. 5.** A l'article 17 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er du § 1er les mots "ou les experts externes auxquels elle a recours" sont insérés entre le mot "personnel" et les mots "ne peuvent";

2° à l'alinéa 2 du § 1er, les mots "Le membre de la cellule ou le membre de son personnel" sont remplacés par les mots "Le membre de la cellule, le membre de son personnel ou l'expert externe";

3° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

"De même, lorsqu'elle transmet au procureur du Roi de Bruxelles, en application des articles 12, § 3, et 16, des informations relatives au blanchiment de capitaux ou de biens provenant d'une infraction pour laquelle une autorité de contrôle ou de tutelle possède une compétence d'enquête, la cellule informe celle-ci de cette transmission."

**Art. 6.** L'article 187, § 2, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers est complété par l'alinéa suivant :

"Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, la cellule de traitement des informations financières transmet à la Commission bancaire et financière, à la demande spécialement motivée de celle-ci, tout renseignement, document ou pièce jugé utile pour l'élaboration de la réponse à donner par la Commission, relatif aux informations transmises à la cellule par les organismes et personnes visés à l'article 2 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, en vertu des articles 12 à 14 et 15, § 1er, de cette loi."

**Art. 7.** L'article 505 du Code pénal, modifié par la loi du 17 juillet 1990, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 505. Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement :

1° ceux qui auront recelé, en tout ou en partie, les choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit;

2° ceux qui auront acheté, reçu en échange ou à titre gratuit, possédé, gardé ou géré des choses visées à l'article 42, 3°, alors qu'ils en connaissaient ou devaient en connaître l'origine;

3° ceux qui auront converti ou transféré des choses visées à l'article 42, 3°, dans le but de dissimuler ou de déguiser leur origine illicite ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la réalisation de l'infraction d'où proviennent ces choses, à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

4° ceux qui auront dissimulé ou déguisé la nature, l'origine, l'emplacement, la disposition, le mouvement ou la propriété des choses visées à l'article 42, 3°, alors qu'ils en connaissaient ou devaient en connaître l'origine.

Les infractions visées aux 3° et 4° du présent article existent même si leur auteur est, le cas échéant, également auteur, coauteur ou complice de l'infraction d'où proviennent les choses visées à l'article 42, 3°.

Les choses visées aux 1°, 2°, 3° et 4° du présent article constituent l'objet des infractions couvertes par ces dispositions, au sens de l'article 42, 1°, et seront confisquées, même si la propriété n'en appartient pas au condamné, sans que cette confiscation puisse cependant porter préjudice aux droits des tiers sur les biens susceptibles de faire l'objet de la confiscation.

2° in § 3, tweede lid, worden de woorden "een functie" vervangen door de woorden "een functie van bestuurder, van directeur, van zaakvoerder of van aangestelde".

**Art. 3.** Artikel 15, § 1, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. Wanneer de cel voor financiële informatieverwerking een in artikel 11, § 2, beoogde kennisgeving ontvangt, mag zij eisen dat al de in artikel 2 beoogde ondernemingen en personen alsook de politiediensten en administratieve diensten van de Staat, haar alle bijkomende inlichtingen die zij voor de vervulling van haar opdracht nuttig acht, meedelen binnen de door haar bepaalde termijn."

**Art. 4.** In artikel 16 van dezelfde wet worden de woorden "die haar krachtens artikel 12 tot 15 is meegeedeeld" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 11, § 2".

**Art. 5.** In artikel 17 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van § 1, worden de woorden "of de externe deskundigen waarop zij beroep doet" ingevoegd tussen het woord "personeel" en het woord ", zelfs";

2° in het tweede lid van § 1, worden de woorden "Het lid van de cel of van haar personeel dat" vervangen door de woorden "Het lid van de cel of van haar personeel dat of de externe deskundige die";

3° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

"Wanneer zij bij toepassing van de artikelen 12, § 3, en 16, aan de procureur des Konings te Brussel informatie meedeelt betreffende het witwassen van geld of activa voortvloeiend uit een misdrijf waarvoor een controle- of toezichthoudende overheid een opsporingsbevoegdheid heeft, licht de cel eveneens die overheid in van deze mededeling."

**Art. 6.** Artikel 187, § 2, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten wordt aangevuld met het volgende lid :

"In het geval beoogd in het eerste lid bezorgt de cel voor financiële informatieverwerking aan de Commissie voor het bank- en financieewezen, als deze hiertoe een speciaal gemotiveerde aanvraag doet, alle inlichtingen, documenten of stukken betreffende de informatie die de cel krachtens de artikelen 12 tot 14 en 15, § 1, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld heeft ontvangen van de ondernemingen en personen bedoeld in artikel 2 van die wet en die geacht worden nuttig te zijn voor het opstellen van het antwoord dat de Commissie moet verstrekken."

**Art. 7.** Artikel 505 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 17 juli 1990, wordt vervangen door volgende bepaling :

"Artikel 505. Met gevangenisstraf van vijftien dagen tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen worden gestraft :

1° zij die weggenomen, verduisterde of door misdaad of wanbedrijf verkregen zaken of een gedeelte ervan helen;

2° zij die zaken bedoeld in artikel 42, 3°, hebben gekocht, in ruil of om niet hebben ontvangen, in bezit, bewaring of beheer hebben genomen, ofschoon zij de oorsprong ervan kennen of moesten kennen;

3° zij die de zaken, bedoeld in artikel 42, 3°, omgezet of overdragen hebben met de bedoeling de illegale herkomst ervan te verbergen of te verdoezelen of een persoon die betrokken is bij een misdrijf waaruit deze zaken voortkomen, te helpen ontkomen aan de rechtsgevolgen van zijn daden;

4° zij die de aard, oorsprong, vindplaats verandering, verplaatsing of eigendom van de in artikel 42, 3°, bedoelde zaken hebben verheeld of verhuuld, ofschoon zij de oorsprong ervan kenden of moesten kennen.

De in 3° en 4° beoogde misdrijven blijven bestaan, ook indien ze gepleegd worden door de dader of mededader van, respectievelijk de medeplechtige aan het misdrijf waaruit de zaken bedoeld in artikel 42, 3° voortkomen.

De zaken bedoeld in 1°, 2°, 3° en 4° van dit artikel maken het voorwerp uit van de misdrijven die gedekt worden door deze bepalingen, in de zin van artikel 42, 1°, en zij worden verbeurdverklaard, ook indien zij geen eigendom zijn van de veroordeelde, zonder dat deze verbeurdverklaring nochtans de rechten van derden op de goederen die het voorwerp kunnen uitmaken van de verbeurdverklaring, schaadt.

La tentative des délits visés aux 2°, 3° et 4° du présent article sera punie d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinquante mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Les personnes punies en vertu des présentes dispositions pourront, de plus, être condamnées à l'interdiction, conformément à l'article 33."

**Art. 8.** A l'article 3, § 2, 11°, de la loi du 30 juin 1994 relative à la protection de la vie privée contre les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement de communications et de télécommunications privées les mots "alinéa premier, 2°" sont remplacés par les mots "alinéa premier, 2°, 3° et 4°".

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,

E. DIRUPO

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Poging tot een van de misdrijven bedoeld in 2°, 3° en 4° van dit artikel wordt bestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank of met een van die straffen alleen.

De personen die krachtens deze bepalingen worden gestraft, kunnen bovendien veroordeeld worden tot ontzetting, overeenkomstig artikel 33."

**Art. 8.** In artikel 3, § 2, 11°, van de wet van 30 juni 1994 ter bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren, kennisnemen en opnemen van privécommunicatie en -telecommunicatie worden de woorden "eerste lid, 2°" vervangen door de woorden "eerste lid, 2°, 3° en 4°".

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,

E. DIRUPO

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

F. 95 — 1222

[C — 3292]

**Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 mai 1979 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Les frais liés à des opérations de titrisation doivent se situer dans certaines limites afin de rendre la place financière belge attractive par rapport aux places financières concurrentes. Actuellement des opérations de titrisation qui pourraient être attirées par la place financière belge sont en préparation, mais les frais actuels, qui sont prohibitifs en comparaison des frais perçus dans les pays avoisinants, y font obstacle.

Le présent arrêté a un caractère urgent dû au fait que les modifications qui sont proposées à l'arrêté royal du 17 mai 1979 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière sont absolument nécessaires afin qu'une opération de titrisation puisse être réalisée en pratique dans le cadre belge.

Le présent arrêté propose de diminuer sans délai les frais liés, d'une part, à l'inscription des organismes de placement en créances (« OPC ») auprès de la Commission bancaire et financière, et d'autre part à l'approbation par cette Commission du prospectus qui doit être rendu public lors des émissions de valeurs mobilières par ces organismes.

Les lignes conductrices du présent arrêté peuvent être résumées comme suit :

1. Les OPC belges et étrangers acquittent pour l'examen du dossier de l'inscription une rémunération de 0,05 franc pour mille de la valeur totale du patrimoine géré par l'OPC, ceci cependant avec un minimum de 200 000 francs et un maximum de 500 000 francs.

2. Les OPC belges acquittent une rémunération de 150 000 francs pour l'examen du prospectus qui doit être rendu public lors des émissions de valeurs mobilières par ces organismes.

3. Les OPC belges et étrangers acquittent en outre une rémunération annuelle équivalente à 0,02 franc pour mille du montant brut des titres placés en Belgique à l'occasion de leur émission au cours de l'année précédente.

N. 95 — 1222

[C — 3292]

**Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 mei 1979 betreffende het dekken van de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De kosten verbonden aan effectiseringsverrichtingen moeten binnen bepaalde perken gehouden worden om de Belgische financiële plaats aantrekkelijk te maken ten opzichte van concurrerende financiële plaatsen. Momenteel zijn er effectiseringsverrichtingen in voorbereiding die door de Belgische financiële plaats zouden kunnen aangetrokken worden, maar de huidige kosten, die prohibitief zijn in vergelijking met de kosten in ons omringende landen, verhinderen dit.

Voorliggend besluit heeft dan ook een dringend karakter aangezien de opgenomen wijzigingen van het koninklijk besluit van 17 mei 1979 betreffende het dekken van de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen strikt noodzakelijk zijn opdat een effectiseringsverrichting in het Belgisch kader praktisch haalbaar zou zijn.

Voorliggend besluit voorziet om de kosten verbonden aan enerzijds de inschrijving van instellingen voor belegging in schuldverdringen (« IBS ») bij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en anderzijds de goedkeuring door deze Commissie van het prospectus dat moet worden openbaar gemaakt bij de uitgifte van effecten door deze IBS, te verlagen.

De hoofdlijnen van voorliggend besluit kunnen als volgt worden samengevat :

1. Belgische en buitenlandse IBS betalen voor het onderzoek van het inschrijvingsdossier een vergoeding van 0,05 frank per mille van de totaalwaarde van het door de IBS beheerde vermogen. Er is echter een minimum van 200 000 en een maximum van 500 000 frank.

2. Belgische IBS betalen een vergoeding van 150 000 frank voor het onderzoek van het prospectus dat moet worden openbaar gemaakt bij uitgifte van effecten door deze instellingen.

3. Belgische en buitenlandse IBS betalen bovendien een jaarlijkse bijdrage gelijk aan 0,02 frank per mille van het bruto bedrag der tijdens het voorgaande jaar in België ter gelegenheid van hun uitgifte geplaatste effecten.